

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 NOVEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/553		
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE - FRACTION DE TERRAIN AU SEIN DE L'EMPRISE MILITAIRE DENOMEE POSTE D'INTERCEPTION DE SALINS A HYERES - POUR LE PASSAGE D'UNE CONDUITE D'EAU		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/553

BUREAU DU 27 NOVEMBRE 2023

**O B J E T : A U T O R I S A T I O N D ' O C C U P A T I O N T E M P O R A I R E D U
D O M A I N E P U B L I C M I L I T A I R E - F R A C T I O N D E
T E R R A I N A U S E I N D E L ' E M P R I S E M I L I T A I R E
D E N O M E E P O S T E D ' I N T E R C E P T I O N D E S A L I N S A
H Y E R E S - P O U R L E P A S S A G E D ' U N E C O N D U I T E
D ' E A U**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023, portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté préfectoral du 15/02/2019 autorisant la Métropole à une occupation temporaire du domaine public militaire d'une fraction de terrain au sein de l'emprise militaire dénommée Poste d'interception de Salins à Hyères, pour le passage d'une conduite d'eau sur une longueur de 235 ml,

CONSIDERANT que cette Autorisation d'Occupation Temporaire est consentie pour le passage d'une conduite d'eau sur une longueur de 235 ml,

CONSIDERANT que cette autorisation est consentie pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2029, moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 122 euros et révisable selon les variations de l'indice TP02,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER l'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public militaire d'une fraction de terrain au sein de l'emprise militaire dénommée Poste d'interception de Salins à Hyères, pour le passage d'une conduite d'eau sur une longueur de 235 ml.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer l'engagement du pétitionnaire.

ARTICLE 4

DE DIRE que la Métropole TPM s'engage à se conformer à toutes les prescriptions de l'arrêté du 15/02/2019.

ARTICLE 5

DE REGLER le montant de la redevance annuelle correspondante.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Annexe EAU, opération 40020 article 6356.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 novembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
FINANCES PUBLIQUES DU VAR
POLE GESTION PUBLIQUE

Service local du Domaine
Centre Mayol – Place Besagne
CS 91409
83056 TOULON CEDEX

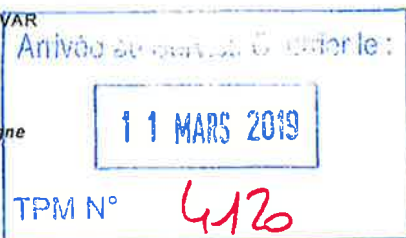
Affaire suivie par : Denise DIDERON
Téléphone : 04.94.03.81.54
Télécopie : 04.94.03.81.86
Courriel : denise.dideron@dgfip.finances.gouv.fr

TOULON, le 01/03/2019

Le Directeur départemental des Finances Publiques

à

METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE
107 Boulevard Henri Fabre
83000 TOULON



N°138/2019

Objet : HYERES – Poste d'interception des Salins
Occupation du Domaine Public Militaire
Mise à disposition de terrain pour passage de conduite d'eau
Redevance domaniale

Monsieur le Président,

Comme suite à votre demande du 18 septembre 2018, j'ai l'honneur de vous faire connaître que par arrêté préfectoral en date du 15 février 2019, vous êtes autorisé à occuper une fraction de terrain au sein de l'emprise militaire dénommée Poste d'interception de Salins à HYERES, pour le passage d'une conduite d'eau sur une longueur de 235 ml. Cette autorisation est consentie pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2029.

Vous trouverez ci-joint, un exemplaire de cet arrêté servant de titre d'occupation, ainsi qu'un avis de régularisation représentant la redevance forfaitaire due au Trésor pour l'année en cours.

Je vous demande de bien vouloir me renvoyer dûment rempli et signé, l'engagement joint à cet envoi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

P/le Directeur départemental des Finances Publiques
L'Adjointe au Chef du Pôle Domanial


M-C BELLUOT
Inspectrice Divisionnaire



MINISTÈRE DES ARMÉES



AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Immeuble : POSTE D'INTERCEPTION DES SALINS D'HYERES

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE

Etablissement de Toulon
Direction des opérations
Division gestion et maintenance du
patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité

G2D

CHORUS

Site :

830069513N

158654

Composant :

4

Code CREDO : D000012

Le contre-amiral Laurent HEMMER, commandant la base de défense de Toulon,

Vu demande du 18 septembre 2018 présentée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (N° SIRET : 248 300 543 00217), sise Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon cedex 9 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'attestation n° 501936 prise en application des dispositions des articles R. 733-1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'avis du commandant la base de défense de Toulon n° 2018/633 du 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du 16 octobre 2018 ;

Sous réserve de l'engagement à souscrire par le permissionnaire de payer la redevance annuelle fixée par le directeur départemental des finances publiques,

DECIDE

ARTICLE 1 – OBJET

Le ministère des armées autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon
BCRM Toulon – Boîte postale 71 – 83800 Toulon cedex 9



occuper le tréfonds d'une fraction de terrain au sein de l'immeuble « poste d'interception des salins d'Hyères » pour le passage d'une canalisation d'eau de diamètre 150.

ARTICLE 2- DESIGNATION

Le ministère des armées autorise Métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper une fraction du terrain, cadastré section KL numéro 27 dans la commune d'Hyères-les-Palmiers, sur une longueur d'environ 235 mètres et sur une largeur de 2 mètres, telles qu'indiquées sur le plan joint.

Le permissionnaire est autorisé à occuper une superficie de 470 m² du composant dénommé « aires diverses » (N° G2D : 4) d'une superficie totale de 17617 m².

ARTICLE 3 – DUREE

L'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée pour une durée maximale de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période, c'est-à-dire le 31 décembre 2028.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être présentée par le permissionnaire **trois mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.**

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L'OCCUPATION

La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux, soit aux avantages conférés par les locations de locaux d'habitation.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le permissionnaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

En outre, il sera résilié de plein droit en cas de décès du permissionnaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, cessation d'activité ou dissolution.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis du ministère des armées de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

Les agents de l'État (Armées, service local du domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION

Sans objet.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Le permissionnaire prend les lieux en l'état.

ARTICLE 7 - REDEVANCE

En raison de l'autorisation d'occupation du domaine public militaire dont il bénéficie, le permissionnaire versera chaque année une redevance révisable de 122 euros à la direction départementale des finances publiques du Var.

Cette redevance, qui pourra être révisée dans les conditions fixées par l'article R.2125-3 du code général des propriétés des personnes publiques, commencera à courir à partir de la date indiquée à l'article 3 ci-dessus.

Cette redevance sera révisée les années suivantes, à date d'anniversaire de la présente autorisation, conformément aux dispositions de l'article R.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques et notamment en fonction de l'évolution à la hausse de l'indice TP 02 ou de tout autre indice qui pourrait lui être substitué en cas de disparition.

L'indice TP 02 de référence sera celui du mois de mai 2017, à savoir 107,09.

En cas de retard dans les paiements, en application de l'article L.2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le ministère des armées qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable l'immeuble mis à disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le permissionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le permissionnaire devra souscrire les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent et communiquer les copies des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Les polices souscrites devront garantir le ministère des armées contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurances auront communication des termes de la présente autorisation afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le permissionnaire prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utile

les polices souscrites de sorte que la responsabilité du ministère des armées ne soit recherchée pour la continuation de ces contrats après expiration de l'autorisation.

Le ministère des armées pourra en outre, à toute époque, exiger du permissionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité du ministère des armées pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisants.

ARTICLE 10 – RETRAIT-REVOCATION-RENONCIATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins des armées ou un intérêt public justifient cette mesure ce dont l'administration restera seule juge, et ce, sans que le permissionnaire ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

1/ Retrait à l'initiative du ministère des armées

Le ministère des armées se réserve le droit de retirer pour un motif d'intérêt général (notamment en cas de vente de l'immeuble) l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision du ministère des armées. La notification au permissionnaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le ministère des armées, en cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

2/ Révocation à l'initiative du ministère des armées

Le ministère des armées pourra révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissement ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

3/ Renonciation à l'initiative du permissionnaire

Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Dans tous les cas de retrait ou de révocation ou de renonciation du permissionnaire, les redevances domaniales payées d'avance resteront acquises à l'Etat sans préjudice du droit, pour ce dernier, de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte

formellement le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au ministère des armées.

ARTICLE 12 – NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 15 – IMPOTS TAXES, DECLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

Le permissionnaire fera, en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration notamment de constructions nouvelles prévues par le code général des impôts (article 1 406 C.G.I.).

Le permissionnaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

ARTICLE 16 – INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) ET INSTALLATIONS OUVRAGES TRAVAUX ET ACTIVITES LIES A LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Sans objet.

ARTICLE 17 - ANNEXES

Deux plans.

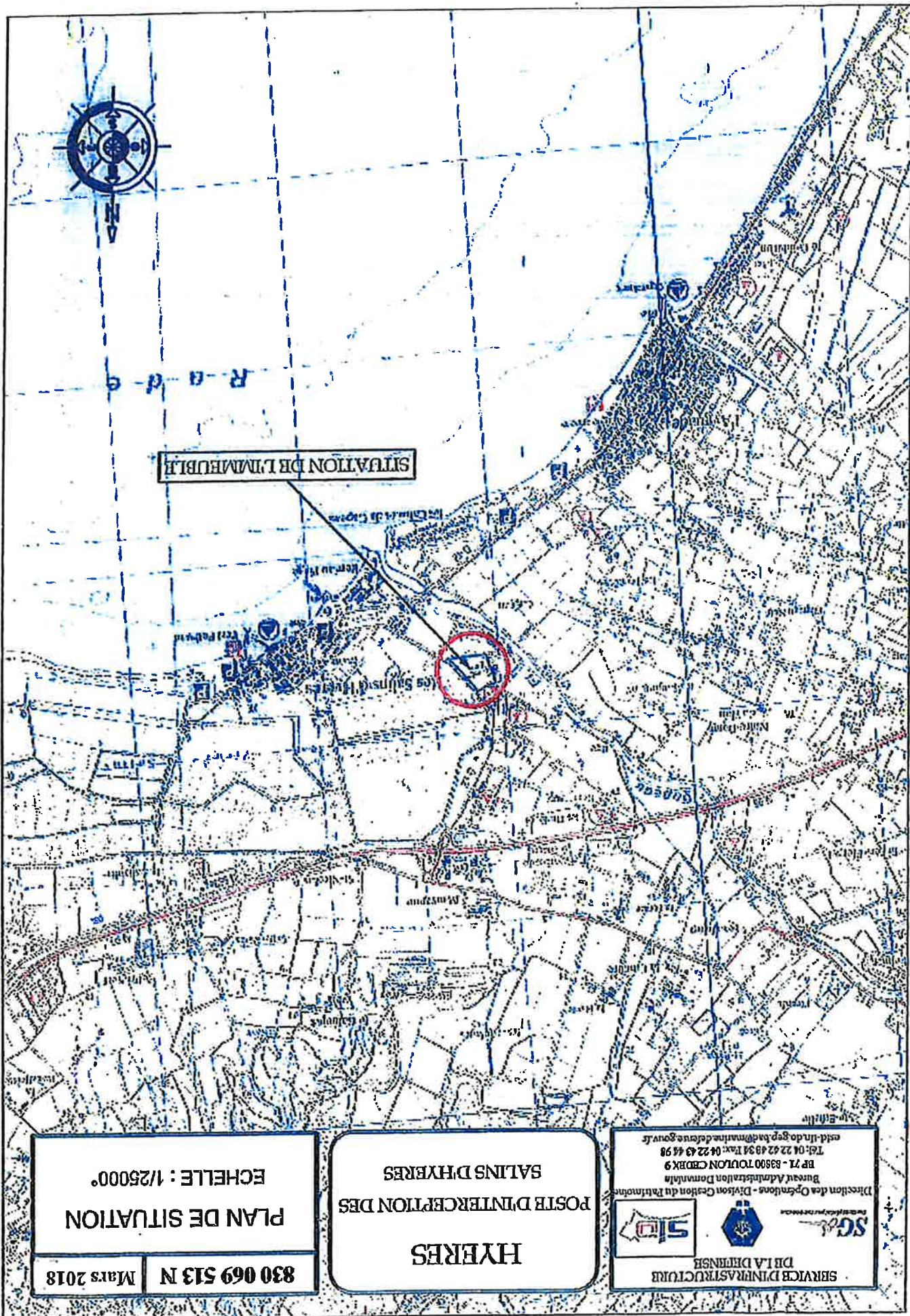
ARTICLE 18 - AMPLIATIONS

Quatre ampliements de la présente autorisation seront adressées, par l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le

15 février 2019

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon
BCRM Toulon – Boîte postale 71 – 83800 Toulon cedex 9



PLAN DE SITUATION
ECHELLE : 1/25000
830 069 513 N
Mars 2018

HYERES
POSTE D'INTERCEPTION DES
SALINS D'HYERES

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE
SG
Direction des Operations - Division Gestion du Patrimoine
Bureau Administration Domaines
BP 71 - 83500 TOULON CEDEX 9
Tel: 04 22 42 49 34 Fax: 04 22 42 44 98
e-mail: dlo.gp.bdm@armistice.defense.gouv.fr

SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE



Direction des Opérations - Division Gestion du Patrimoine
Bureau Administration Domaniale
BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9
Tél: 04 22 42 43 34 Fax: 04 22 43 44 58
esld-tn.do.gap.bad@mairie.defense.gouv.fr

HYERES

POSTE D'INTERCEPTION DES
SALINS D'HYERES

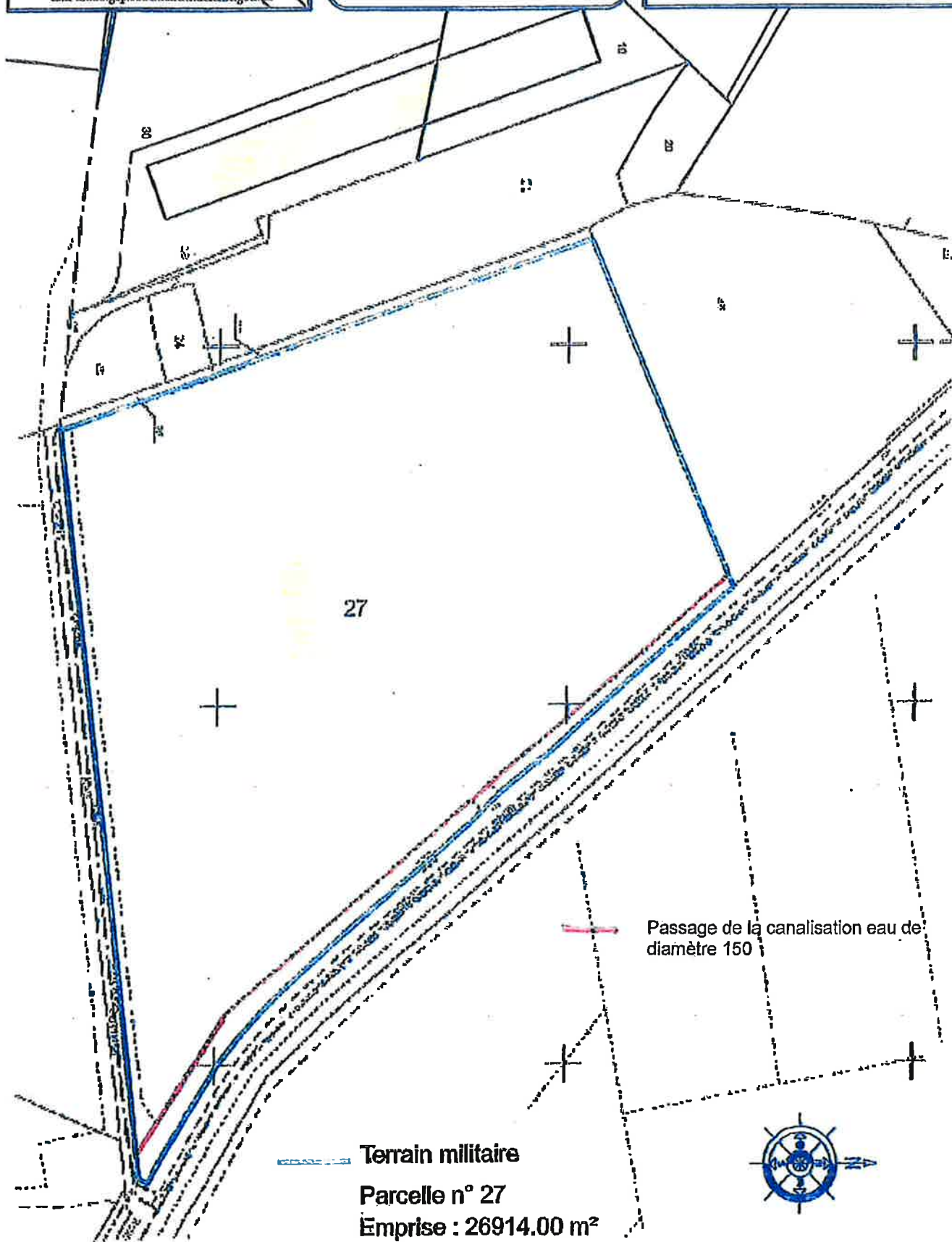
830 069 513 N

Mars 2018

PLAN CADASTRAL

Section KL - Parcelle n° 27

ECHELLE : 1/1000°





**CENTRE INTERARMEES DE
COORDINATION DU SOUTIEN**

**Division infrastructure
Bureau domanialité-urbanisme**



**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE**

**Etablissement de Toulon
Direction des opérations
Division gestion et maintenance du
patrimoine
Bureau administration du domaine
Section domanialité**



MINISTÈRE DES ARMÉES

AVENANT N° 1

À l'arrêté d'occupation temporaire du 2 avril 1981

Au profit de la commune d'Hyères-les-Palmiers

Immeuble : POSTE D'INTERCEPTION DES SALINS D'HYERES

G2D

CHORUS

Site :

830069513N

158654

Composant :

4

Code CREDO : D000004

Le contre-amiral Laurent HEMMER, commandant la base de défense de Toulon,

Suite à la demande du 13 février 2018 présentée par la commune d'Hyères-les-Palmiers ;

Vu l'arrêté d'occupation temporaire du 2 avril 1981 autorisant la commune d'Hyères-les-Palmiers à occuper d'une fraction de terrain dépendant de l'immeuble « Poste d'interception des salins d'Hyères » ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon-Provence-Méditerranée »,

EXPOSE PREALABLE

L'État, ministère des armées a autorisé la commune d'Hyères-les-Palmiers à occuper une fraction de terrain dépendant de l'immeuble « Poste d'interception des Salins d'Hyères » afin de permettre le passage d'une canalisation d'eau de diamètre 150.

Cette occupation était consentie sans limitation de durée à compter du 1^{er} janvier 1981.

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon
BCRM Toulon – Boîte postale 71 – 83800 Toulon cedex 9



Par correspondance du 13 février 2018, la commune d'Hyères-les-Palmiers confirme le transfert de la compétence Eau au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En conséquence, il convient de résilier l'acte en cours.

Compte tenu des motifs exposés,

DECIDE

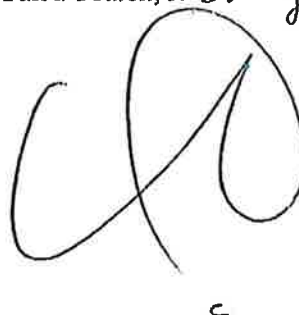
ARTICLE 1

L'arrêté d'occupation temporaire délivré le 2 avril 1981 est résilié à compter du 1^{er} janvier 2019.

ARTICLE 2

Quatre ampliations de cet avenant seront adressées, par l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le 15 février 2019

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a cross-like shape.